

POUR UNE FILIÈRE DES MÉTIERS D'ART AMBITIEUSE, FORMATRICE ET ÉMANCIPATRICE

Envisagée dans un rapport non rendu public, la réforme de la filière des métiers d'art de l'enseignement professionnel vise à remplacer l'actuel cursus en 4 ans (CAP et BMA), par un Brevet National des Métiers d'Art (BNMA) en 3 ans.

Dans sa note de présentation, la DGESCO constate que « *l'ensemble de la filière des métiers d'art souffre d'un manque de main-d'œuvre qualifiée* » et **propose paradoxalement de réduire le temps de formation et la nature de celle-ci**, ce que la CGT Éduc'action conteste.

Une orientation plus compliquée pour les élèves

Alors qu'actuellement, le CAP, clairement identifié par les familles, permet de construire la culture des métiers d'art pour s'engager vers une formation BMA plus approfondie, la future orientation en BNMA dès la sortie de 3^{ème} mettra les familles et les élèves **dans un choix délicat de professionnalisation précoce**.

Le recrutement proposé dans la réforme est national. Or toutes les familles n'ont pas les moyens d'envoyer leur enfant de 14 ans loin de chez elles.

Des suppressions de postes et des reconversions difficiles

Ainsi, la crainte est réelle de voir se multiplier les fermetures de sections de CAP dans les lycées préparant au BNMA, faute de demandes suffisantes pour des raisons d'accessibilité et de mobilité. Pour les enseignant·es, cette réforme entraîne donc à la fois **une perte du sens dans leur travail et des menaces sur les postes**. Les enseignant·es, dont les postes vont être supprimés, vont se retrouver, compte tenu de la spécificité de leur discipline, sans possibilité réelle de reconversions ou de mutations.

Émanciper les élèves

L'adéquationnisme désiré par l'industrie du luxe impose à la filière des **objectifs de formation exclusivement tournés vers la production au détriment de la dimension créative**. C'est une remise en cause fondamentale et historique du design et des arts appliqués comme disciplines émancipatrices. Les élèves ont besoin de temps pour réussir et s'émanciper dans ces métiers très exigeants. D'abord apprendre le geste, le maîtriser, en développer de nouveaux. Puis découvrir la culture du métier, explorer l'histoire, les styles, les procédés de création pour ensuite expérimenter des possibles et réaliser in fine des projets de grande qualité.

Cette réforme a été menée tambour battant, sans concertation avec les personnels, les organisations syndicales, et les artisan·es d'art. L'Éducation nationale n'a pas vocation à être au service de politiques adéquationnistes qui **subordonnent la formation aux seuls besoins immédiats du marché du travail**.

La CGT Éduc'action exige son retrait, le temps de construire un projet concerté et ambitieux pour les élèves et les personnels. Le lycée professionnel doit garder son **rôle émancipateur en permettant une insertion professionnelle de qualité et des poursuites d'études nombreuses**.

Montreuil, le 29 janvier 2026